



## **DELEGATION REGIONALE PARIS-NORMANDIE**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

#### **PRESTATION DE CONSEIL EN ACCOMPAGNEMENT A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REFONTE DE L'ECOSYSTEME EXTERNE DE COMMUNICATION NUMERIQUE DU CNRS**

#### **SERVICE QUI PASSE LE MARCHÉ**

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)  
Délégation régionale Paris Normandie  
Service Financier et Comptable  
Secteur Achats  
3, rue Michel-Ange  
75794 Paris Cedex 16

#### **FORME DU MARCHÉ:**

Marché à prix global et forfaitaire passé selon la procédure adaptée (MAPA) selon l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics aux Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

## SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE II – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE III – DURÉE DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE IV – SOUS-TRAITANCE .....	4
ARTICLE V – MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE VI – CONFIDENTIALITÉ – DEVOIR DE CONSEIL – CONFLIT D'INTERÊT – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	4
ARTICLE VII – PRIX – MODALITÉS DE VARIATION .....	6
ARTICLE XIII – CLAUSES DE REEXAMEN.....	8
ARTICLE IX - AVANCE .....	8
ARTICLE X - ACOMPTE .....	9
ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	9
ARTICLE XII – PÉNALITÉS .....	11
ARTICLE XIII – DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS..	11
ARTICLE XIV – ASSURANCES.....	12
ARTICLE XV - RESILIATION .....	13
ARTICLE XVI – LITIGES.....	13
ARTICLE XVII – DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	13

## ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet **des prestations de conseil en pilotage de stratégie informatique/numérique dans le cadre du programme de refonte de l'écosystème digital externe du CNRS.**

**La mission comprend deux volets :**

- **Assistance à la direction globale du programme de refonte,**
- **Assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMOA).**

Le marché est passé par la Délégation Paris-Normandie du CNRS pour le compte de la Direction de la communication (DIRCOM) du CNRS.

Le CCTP et le présent CCAP fixent les conditions d'exécution des prestations.

## ARTICLE II – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le titulaire ;
2. L'annexe financière : Décomposition du prix global et forfaitaire n°2025APA010 (DPGF) dûment complétée ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°2025APA010
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°2025APA010
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 31 mars 2021 ;
6. L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

## ARTICLE III – DUREE DU MARCHÉ

### 3.1 Durée

Le marché est conclu pour une durée de six (6) mois à compter de sa notification

Conformément aux dispositions des articles L2125-1 et R 2112-1 du code de la commande publique, il peut être reconduit deux (2) fois, pour six (6) mois, par tacite reconduction sans toutefois que sa durée totale n'excède dix-huit (18) mois.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser cette reconduction. Si le titulaire rencontre des difficultés en cours d'exécution du marché., il est invité à prendre contact avec la Direction de la communication pour les étudier et travailler, si possible, à la mise en place de solutions pour la continuité des relations contractuelles.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'entité adjudicatrice dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### **3.2 Non-Reconduction**

Le cas échéant, Le CNRS notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception ou au moyen d'échanges électroniques probants, sa décision de ne pas reconduire le marché, au moins un (1) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

## **ARTICLE IV – SOUS-TRAITANCE**

Sans-objet

## **ARTICLE V – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le Titulaire assure la mission dont les prestations sont détaillées dans le CCTP.

L'ensemble des données, codes, applications et plateformes digitales utilisées dans le cadre du présent marché est impérativement hébergé en France, à défaut dans l'Union Européenne. D'une manière générale, l'ensemble des prestations et réalisations s'inscrivent dans un cadre juridique soumis au droit français. Il n'est pas autorisé de recours à des opérations offshores ou nearshore. Les codes et algorithmes qui seraient susceptibles d'être exploités sont auditables à tout moment.

## **ARTICLE VI – CONFIDENTIALITE – DEVOIR DE CONSEIL – CONFLIT D'INTERÊT – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **6.1 Confidentialité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI et les dispositions complémentaires prévues par le CCTP.

Le titulaire est tenu de respecter le caractère confidentiel de l'ensemble des informations qui lui sont communiquées ou dont il aura connaissance, même de manière fortuite, dans le cadre du présent marché.

Chaque titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du présent marché.

### **6.2 Devoir de conseil**

Le titulaire est tenu, à l'égard du CNRS, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de ses services, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même du marché.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations, objet du marché, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du CNRS.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- à alerter le représentant du CNRS sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le CNRS, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du marché;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le CNRS ou son représentant afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le CNRS sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;

- faire bénéficier le CNRS de ses conseils et de son assistance pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de le CNRS et à proposer toute amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre du CNRS aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCTP.

### 6.3 Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

*« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »*

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne ne respectant pas ces règles.

### 6.4 Protection des données à caractère personnel

#### Obligations des parties

Certaines données transmises par le CNRS au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le CNRS, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de « sous-traitant de traitement des données » assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

#### Obligations du « sous-traitant du traitement des données »

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le CNRS.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement.

Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au CNRS dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »

## **ARTICLE VII – PRIX – MODALITES DE VARIATION**

### **7.1 Prix des prestations**

#### **7.1.1 Dispositions générales**

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la

fourniture de la totalité des livrables dus par le titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels, ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement les prestations.

### 7.1.2 Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et de ses annexes financières : Décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF).

### 7.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables semestriellement dans les conditions prévues aux articles R2191-31 à R2191-36 du Code de la commande publique et à l'article 17 du CCAG Prestations Intellectuelles. par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

Selon les dispositions suivantes :

**Cn** : coefficient de révision.

**Index (n)** : valeur de l'index de référence au 1er jour du mois n.

**Index (o)** : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'indice retenu est :

**Syntec (code INSEE : 001652627)** – Indice de référence pour les prestations de conseil, d'ingénierie et d'études dans les domaines techniques, numériques ou intellectuels.

La valeur de l'indice Syntec est publiée mensuellement sur le site de la Fédération Syntec ([www.syntec.fr](http://www.syntec.fr)) et sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

La formule est applicable uniquement si la **durée d'exécution du marché dépasse six mois**.

La révision s'opère de manière définitive sur la base de la dernière valeur d'index publiée à l'INSEE au moment de l'application de la formule, que l'indice soit provisoire ou définitif. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les nouveaux prix du marché ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Le titulaire communique à la Direction de la communication du CNRS ses nouveaux tarifs par courriel un (1) mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels sauf avis contraire de la Délégation Paris-Normandie du CNRS prononcé dans le délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de leur date de leur réception.

Le titulaire en est informé par lettre envoyé par courriel.

Aux prix ainsi définis s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

## ARTICLE XIII – CLAUSES DE REEXAMEN

### 8.1 Clause de revue semestrielle d'exécution

Une réunion semestrielle de revue d'exécution aura lieu à la date d'anniversaire de la notification de du marché dans les mêmes conditions que celle prescrites à l'article 3.4 du CCTP. La présence du chef de projet ainsi que celles des responsables qualifiées du titulaire sera obligatoire.

Cette réunion permettra de faire état de l'exécution du marché et apporter toutes améliorations nécessaires à la poursuite des relations contractuelles. Ainsi le CNRS et le titulaire pourront émettre des observations en vue d'améliorer l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du CCTP.

### 8.2 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique et à l'article 25 du CCAG-PI, la clause de réexamen s'applique en cas de circonstance extérieure aux parties et imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur en cours d'exécution du marché. Cette circonstance doit impacter ou modifier de manière significative les conditions d'exécution du présent marché.

La clause de réexamen s'applique selon les conditions non limitatives suivantes :

- Incapacité du titulaire de respecter le/les délais d'exécution contractuel tels que définis dans le CCTP

La modification du/des délais d'exécution contractuel pourra s'opérer par courrier ou courriel avec accusé de réception.

- Bouleversement de l'économie globale du marché
- Evènements d'extrême gravité, particuliers et localisés

Le CNRS se réserve le droit de solliciter du titulaire tout justificatif nécessaire à l'appui de sa demande.

Les modifications contractuelles importantes se feront par voie d'avenant.

En cas de rétablissement de la situation ante, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes ou selon le(s) délai(s) et modalité(s) indiqué(s) dans l'avenant. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisation la modification contractuelle ou le retour aux conditions initiales du marché.

Le CNRS se réserve le droit d'initier une ou plusieurs rencontres (sans incidence financière supplémentaire) à tout moment de l'exécution des modifications contractuelles pour déterminer avec le titulaire le montant définitif de la compensation.

## ARTICLE IX - AVANCE

En application des dispositions du code de la commande publique et de l'article 11 du CCAG Prestations Intellectuelles, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial hors taxes du marché est égal ou supérieur à 50 000 euros et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de cette avance est fixé à 20 % du montant initial hors taxes du marché. Ce montant s'apprécie avant toute révision éventuelle et indépendamment des modifications susceptibles d'intervenir en cours d'exécution.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter du début d'exécution des prestations, sous réserve que le titulaire ait transmis les documents requis (relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, garantie à première demande). Cette garantie est exigée dans les cas prévus par l'article R.2191-7 du code de la commande publique, notamment lorsque le titulaire ne relève pas de la catégorie des petites et moyennes entreprises.



Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titre des acomptes et du solde. Ce remboursement débute lorsque les prestations exécutées atteignent 65 % du montant total du marché, et il est intégralement effectué au plus tard lors du paiement du solde.

Le titulaire a la faculté de renoncer expressément au bénéfice de cette avance lors de la remise de son offre. Cette renonciation devra être formalisée dans l'acte d'engagement ou par une déclaration écrite annexée à l'offre.

## **ARTICLE X - ACOMPTES**

En application des articles R2191-20 à R2191-25 du Code de la commande publique, le présent marché prévoit le versement d'acomptes mensuels au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

Les acomptes sont versés sous réserve de la certification du service fait partiel par le CNRS. Chaque acompte correspond à l'avancement effectif des prestations, dûment constaté et validé par le CNRS, et calculé à partir du montant forfaitaire des livrables réalisés, tel que défini dans l'annexe financière « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ».

Le titulaire établira chaque mois une demande d'acompte, accompagnée :

- d'un état récapitulatif des prestations réalisées à la date de facturation ;
- des livrables correspondants validés par le CNRS ;
- le cas échéant, d'un compte rendu d'activités ou de réunions de suivi.

Les paiements intermédiaires seront effectués à réception et validation des pièces justificatives par le CNRS.

Le solde final sera versé à la réception définitive de la totalité des prestations, sous réserve de la validation complète de l'ensemble des livrables attendus par le CNRS. Un solde final est versé à la réception définitive de la totalité des prestations, sous réserve de la validation complète de l'ensemble des livrables attendus.

## **ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Ces acomptes détaillés à l'article X du présent CCAP seront réglés après validation du service fait partiel par le CNRS et réception de la facture conforme, transmise par voie électronique via Chorus Pro. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le CNRS de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5) La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et services réalisés ;
- 8) Les prix forfaitaires hors taxes des produits livrés, des prestations et services réalisés ;
- 9) Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10) L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11) Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

Raison sociale : **Centre national de la recherche scientifique**

**SIRET** : 18008901303720

**Code d'imputation** : MOY1666

**Code service** : 0342

**N° Bon de commande** : xxxxLxxxxxx

Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateurs et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service central de la dépense (SCD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIP original.

Le titulaire s'engage à informer la Délégation régionale de toute modification de son RIB / RIP.

**L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris - Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.**

**Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation régionale de Paris - Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.**

**Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du code de la commande publique, est la Déléguée régionale de Paris - Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.**

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours calendaires courant à compter de l'admission des prestations, le CNRS peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CNRS règle les sommes qu'il a admises.

## **ARTICLE XII – PENALITES**

### **12.1 Pénalité de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution, de livraison ou de transmission des livrables est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10 % de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro.

### **12.2 Pénalités spécifiques**

<b>Pénalités</b>	<b>Occurrence</b>	<b>Valeurs</b>
Absence d'information relative à l'indisponibilité temporaire ou définitive d'une personne en charge de la réalisation des prestations et/ou en l'absence de communication de l'identité de son remplaçant conformément aux dispositions du CCTP	Forfaitaire sur simple constatation sans mise en demeure	100€
Non-respect des obligations relatives à la protection des données personnelles (RGPD), à la protection des informations confidentielles	Forfaitaire sur simple constatation sans mise en demeure	100€
Non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail	Forfaitaire sur simple constatation sans mise en demeure	10% du montant cumulé HT des bons de commande passés à la date à laquelle le CNRS a eu connaissance de l'infraction

## **ARTICLE XIII – DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS**

### **13.1 Droit de propriété intellectuelle du CNRS**

Le présent marché n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle du CNRS, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que le CNRS communique au titulaire pour l'exécution du présent marché sont et restent la propriété exclusive du CNRS.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle du CNRS, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence au CNRS et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du CNRS.

### **13.2 Utilisation des résultats**

L'utilisation des résultats des prestations objet du marché, et en particulier des livrables, précisant les droits respectifs du CNRS et du titulaire sont définies au chapitre V du C.C.A.G.-P.I.

Nonobstant ce qui précède, le titulaire cède au CNRS, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations et notamment des livrables, à titre exclusif, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle y afférents, à savoir :

- le droit de reproduction, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des résultats des prestations et livrables, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification du marché;
- le droit de représentation, en tout ou partie, des résultats des prestations et livrables, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification du marché, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia ;
- le droit d'adapter, de traduire dans toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, les résultats des prestations et livrables, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats des prestations et livrables, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des résultats des prestations et livrables, en cas de résiliation anticipée du marché du fait d'une défaillance du titulaire.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des résultats des prestations et livrables est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation du marché, et pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de la cession est inclus dans le prix des prestations, objet du marché.

### **ARTICLE XIV – ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande du CNRS et avant la notification.

**ARTICLE XV - RESILIATION**

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont décrites ci-après.

Le CNRS se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 36 du CCAG-PI soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du CNRS prononcée pour faute du Titulaire.

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande du CNRS.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du CNRS pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra pas d'indemnité de résiliation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2344 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, conformément à l'article R.2351-13 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts, aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, le marché est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

**ARTICLE XVI – LITIGES**

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Les tribunaux administratifs de Paris sont seuls compétents.

**ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG-PI**

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-PI sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-PI
Article 4.1	Article II – Pièces constitutives du marché
Article 11.1	Article IX - Avance
Articles 14.1.1, et 14.1.3	Article XII - Pénalités
Article 40	Article XV - Résiliation
Article 15	Article XV- Résiliation